

Frédéric Encel
François Thual

Géopolitique d'Israël

Éditions du Seuil

Extrait de la publication

Cet ouvrage a initialement paru
sous le titre *Géopolitique d'Israël*.
Dictionnaire pour sortir des fantasmes.

ISBN 978-2-02-104884-1
(ISBN 978-2-02-063820-3, 1^{re} publication)

© Éditions du Seuil, 2004, 2006,
et mars 2011 pour la présente édition

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Extrait de la publication

À Benjamin, Raphaël et Dan

À Aurélia et Alexis
À Anaïs, Irène et Daniel

« La plus grande injustice qui pèse sur Israël, c'est de n'avoir pas le droit d'être injuste. »

CHRIS MARKER

« Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste. »

PASCAL

Préambule

À quel besoin le présent ouvrage répond-il, alors qu'en paraissent tant d'autres consacrés plus ou moins directement à Israël ? La réponse se trouve dans la question suivante : quel autre État parmi les cent quatre-vingt-douze membres de l'ONU suscite de telles passions, cristallise autant de mythes et occupe constamment les manchettes des journaux ? Rappelons-le avec force et vigueur : en politique, le regard critique – sans lequel il n'y a pas de citoyen digne de ce statut – est non seulement légitime mais souhaitable, et celui porté sur les gouvernements israéliens l'est autant que les autres. Sur cette base-là, à chacun de faire preuve d'indulgence ou de sévérité. Mais, dès lors que la démonisation ou l'idéalisation l'emporte, et avec elles la passion sur la raison, on sort du champ salutaire du *politique* et, dans les relations internationales, de celui du *géopolitique*. L'État hébreu constitue-t-il réellement un facteur permanent de troubles et d'instabilité au Moyen-Orient, cette région qui connut bien des conflits *avant* Israël et en connaît tant d'autres *sans* Israël depuis sa création en 1948 ? L'État hébreu représente-t-il vraiment un havre où l'on se préoccupe de faire pousser des oranges dans le désert et de survivre à d'innombrables et terribles ennemis, sachant que l'agriculture compte pour 2 % du PIB et que le pays dispose de la plus puissante force de frappe conventionnelle et nucléaire de son environnement fragmenté, affaibli ou pacifié ? D'un côté la crainte d'une puissance fantasmée et le reproche de son emploi machiavélique, de l'autre la peur d'une faiblesse mythifiée et le compliment d'un comportement angélique. Dans les deux cas, on trouve une posture, des représentations, la passion plutôt que la raison...

Nous nous permettrons d'ajouter deux remarques. Sur le fond d'abord, nous avons tenu à démontrer que la géopolitique d'Israël ne se bornait pas au conflit israélo-palestinien, en dépit de son caractère excessivement complexe et douloureux. Le mouvement sioniste d'abord, l'État d'Israël qui en incarne le fruit depuis ont toujours développé des visions, des stratégies de développement et des objectifs dépassant largement la gestion politique de l'environnement immédiat, notamment arabo-palestinien. Dans leurs choix d'alliances, de paix ou de guerre, à travers leurs discours et leurs constructions symboliques ou réelles, ce sont bien dans des « temps longs » (façon Fernand Braudel) et dans de « grands espaces » (façon Yves Lacoste) que s'inscrivent les politiques des dirigeants israéliens successifs. On ne s'étonnera donc pas de trouver ici une majorité d'entrées consacrées à d'autres thèmes que ceux directement liés à ce conflit.

Sur la forme ensuite, nous avons tenu à concevoir ce modeste ouvrage à la manière d'un *outil*, et non comme une somme exhaustive de type encyclopédique. Cent quinze entrées couvrant des champs thématiques ou géographiques fort différents, une bibliographie contrastée incluant des ouvrages sérieux mais ne répondant pas nécessairement à des sensibilités similaires, une chronologie géopolitique reprenant des dates parfois négligées ou occultées, un index pour permettre de suivre avec précision une trame préalablement recherchée... Un tel outil consacré à notre objet d'étude n'existait pas à ce jour.

Il nous a semblé que la vraie question à poser devrait être la suivante : est-il possible d'observer Israël hors du brouillard imaginaire et fantasmagique qui l'entoure trop souvent, avec le sérieux qui convient à une véritable réflexion géopolitique, sans apologie ni démonisation ?

Cet ouvrage tente d'y répondre...

Paris, le 3 février 2011

ABBAS, MAHMOUD (1935-) (dit ABOU MAZEN)

Né en 1935 dans une famille musulmane de Safed (Galilée), Abbas effectue des études en sciences humaines à Damas puis Moscou. Partisan de l'indépendance palestinienne, il participe à la création de l'OLP en 1964 aux côtés de Yasser Arafat, puis entre à son Comité exécutif en 1980. Numéro 2 de l'Autorité palestinienne (AP) dès sa création en 1993, il s'impose comme Premier ministre de l'AP en dépit de l'hostilité d'Arafat (qui souhaitait ne pas pourvoir ce poste), avant d'en démissionner sur un désaccord de fond avec le raïs. Après la mort de celui-ci en novembre 2004, il est élu président (janvier 2005).

Personnalité modérée et pragmatique, Abbas milite dès les années 1970 en faveur de négociations avec Israël; il participera du reste aux pourparlers de Madrid puis à ceux d'Oslo. Lorsqu'éclate la seconde Intifada en 2000, il supplie Arafat de ne pas militariser la révolte. Leur opposition sur ce point crucial ne s'achèvera qu'avec la disparition du vieux chef palestinien. Dès son accession à la présidence de l'AP dans un contexte très difficile – l'Intifada a échoué; ses vis-à-vis à Jérusalem et Washington sont le nationaliste Sharon et le très pro-israélien G. W. Bush; le monde arabe est faible et divisé –, Abbas est donné perdant. De fait, il ne jouit pas d'une grande aura auprès des Palestiniens. Pourtant, à force de ténacité, il parvient à tenir tête au Hamas qui, fort de sa victoire aux législatives de janvier 2006, tente de le dominer et même de le ren-

verser (putsch à Gaza de juin 2007). En outre, en nommant comme Premier ministre l'économiste partisan de la non-violence Salam Fayyad, il confirme sa ligne stratégique et réussit à l'imposer au Comité central du Fatah en 2009 contre l'avis des durs. Résistance face aux islamistes, soutien de l'ONU, des Arabes modérés et des Occidentaux, décollage social et économique des villes de Cisjordanie (Ramallah et Bethléem notamment): s'il n'est pas encore parvenu à obtenir la souveraineté revendiquée, Mahmoud Abbas a du moins démontré qu'il était un homme d'État.

AFRIQUE NOIRE *

Historique

L'accession à la souveraineté d'une trentaine d'États non arabes d'Afrique, en quelques années seulement (1958-1960), suscite l'intérêt immédiat et soutenu d'Israël, alors en proie à une solitude géopolitique totale au Proche-Orient. Il s'agit de jouer sur les représentations communes: la faiblesse sans complexe; la récente décolonisation face à l'Europe; la prise en main et la mise en valeur courageuses d'une terre ingrate; et surtout une communauté de destin tragique entre esclavage des Noirs et persécutions des Juifs. (Il convient d'ajouter à ces représentations initiales celle, plus récente et développée à partir des années 1990 seulement, de la lutte commune face au terrorisme islamique, y compris vis-à-vis de partenaires majoritairement musulmans comme le Sénégal.) Jointes à une relative complémentarité des économies, ces représentations analogues contribuent à la création et au développement de relations souvent chaleureuses. Ainsi, dès 1958, la ministre israélienne des Affaires étrangères Golda Meir effectue une visite officielle au Ghana, en Côte-d'Ivoire et en Guinée. À l'époque, la grande proximité commune avec la France – l'ancienne puissance coloniale désormais alliée et donatrice pour la plupart des États de l'ex-Union française, et l'alliée stratégique d'Israël pour quel-

ques années encore – facilite, avec de surcroît l'usage fréquent du français de part et d'autre, le partenariat.

Mais un premier tournant s'opère avec la guerre des Six-Jours de juin 1967 ; chez plusieurs pays africains, Israël perd son statut de petit État faible pour acquérir celui de puissance conquérante. Ce renversement s'opère alors que partout le bloc de l'Est progresse, à l'instar des idéologies tiers-mondistes et, avec elles, de l'antiaméricanisme. Toutefois, même après ce conflit, trente-deux États d'Afrique noire (soit pratiquement tous) entretiennent des relations diplomatiques avec Israël. En novembre 1971, une délégation des chefs d'État zairois (Mobutu), camerounais (Ahidjo), sénégalais (Sédar Senghor) et nigérian (Gowon) effectue une visite de conciliation entre Israël et l'Égypte, et propose l'envoi de Casques bleus africains dans la zone conflictuelle du canal de Suez. Cette mission de bons offices n'aboutira pas à des résultats tangibles mais illustre alors la position honorable occupée par Israël auprès des principales capitales noires africaines. Durant l'été 2001, en pleine confrontation israélo-palestinienne (seconde Intifada), on retrouve cette logique de conciliation et d'équilibre au Proche-Orient avec une initiative secrète du président sénégalais Abdoulaye Wade : réunir une conférence internationale à Dakar entre dirigeants israéliens et palestiniens.

Le second tournant, radical cette fois, s'opère en octobre 1973. Dans un contexte de dépendance pétrolière vis-à-vis du monde arabe et de poursuite de la progression soviétique sur le continent, vingt-neuf États d'Afrique noire rompent subitement leurs relations diplomatiques – et par conséquent commerciales pour la plupart – avec l'État hébreu ; seuls la Côte-d'Ivoire et les fort modestes Maurice, Malawi, Lesotho et Swaziland les maintiennent. Le franchissement du canal de Suez durant le conflit israélo-égyptien et la percée israélienne sur sa rive occidentale (donc africaine) constituent officiellement – et psychologiquement sans doute – le motif premier de la rupture avec Israël. Les années suivantes voient se confirmer le phénomène. Lorsqu'en novembre 1975 l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 3379 assimilant le sionisme à une forme de racisme, seuls le Malawi, le Lesotho, la République centrafricaine, le Liberia et la Côte-d'Ivoire s'y opposent. Dans certains cas, des achats de services et de produits israéliens se poursuivent,

mais discrètement. Il faut attendre le milieu des années 1980 pour voir une reprise progressive des relations diplomatiques, encouragée à la fois par le reflux de l'influence soviétique et l'atténuation de la pression pétrolière (découverte de gisements hors de l'Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole – OAPEP –, baisse des cours du brut). Le Zaïre et la Côte-d'Ivoire donnent à l'époque l'exemple par la signature de juteux contrats avec l'État hébreu, tandis que le Togo, le Cameroun, le Kenya, la Sierra Leone, la Gambie, le Ghana, le Nigeria, la Zambie ou encore l'Éthiopie renvoient chacun un ambassadeur à Tel-Aviv. Et en décembre 1991, quand l'Assemblée générale de l'ONU vote l'annulation de l'équation onusienne sionisme = racisme, il ne se trouve pas un seul pays d'Afrique noire pour s'y opposer, la majorité d'entre eux approuvant même cette annulation. En 2006, le niveau des relations – tous registres confondus – est en passe de retrouver celui précédant la guerre du Kippour.

Attraits géopolitiques pour Israël

L'attention soutenue qu'Israël a prêtée et continue de prêter à l'Afrique noire s'inscrit dans un triple registre : économique, diplomatique, stratégique.

Sur le plan économique, il s'agit de se placer dès l'accession à l'indépendance des États noirs africains sur ce marché émergent et potentiellement très intéressant ; c'est en effet un nombre considérable d'États – une trentaine entre 1958 et 1960 –, dotés pour beaucoup de ressources naturelles non négligeables, qui apparaissent. Parfois, leur solvabilité est même garantie par des aides des anciennes puissances coloniales. Les premiers contrats concernent les techniques agricoles (irrigation notamment), l'éducation et l'aide technique militaire. Israël importe en contrepartie des matières premières : fruits, cacao, pierres précieuses, etc. Avant la rupture de la guerre du Kippour en octobre 1973, Israël compte en Afrique noire vingt-huit partenaires commerciaux chez lesquels deux mille huit cents experts travaillent sur soixante-sept projets de développement, pour un volume d'échanges modeste (en dizaines de millions de dollars) mais avec une

balance commerciale globale bénéficiaire. En 2006, ce volume d'échange a atteint 1,8 milliard de dollars.

Sur le plan politique, l'afflux soudain de voix africaines à l'Assemblée générale des Nations unies intéresse d'autant plus l'État hébreu que, dans les années 1960, le bloc arabo-communiste se fait sans cesse plus pressant dans ses résolutions anti-israéliennes. Au-delà de l'arithmétique (tous les États noirs africains ne votant pas comme un seul), il s'agit de forger des amitiés qui garantiront le cas échéant un non-alignement sur les États arabes.

C'est néanmoins dans le domaine stratégique que le continent noir offre le plus d'avantages aux yeux des responsables israéliens. Comme d'autres zones, l'Afrique non arabe constitue une seconde ceinture derrière celle des États arabes voisins et (potentiellement) hostiles, en l'espèce l'Égypte, le Soudan et le Yémen, dans le cadre d'une stratégie de revers. À des époques différentes, les cas suivants de coopération militaire – à des degrés de discrétion plus ou moins élevés – ont illustré cette stratégie israélienne de contournement : l'Éthiopie et l'Ouganda comme principaux pays en amont du Nil (vital pour l'Égypte) ; le Kenya comme point d'appui et/ou d'acheminement d'hommes et de matériels en Somalie (pays à dominante arabo-musulmane) ; la République centrafricaine, l'Ouganda, le Zaïre (Congo-Kinshasa) et le Kenya comme bases arrière pour les combattants soudanais en lutte contre le régime islamo-nationaliste du Nord ; ou encore et surtout l'Érythrée (depuis son indépendance en 1994) comme nouvelle puissance face au Yémen dans le très stratégique détroit de Bab el-Mandeb (goulet d'étranglement méridional de la mer Rouge).

Parfois, un État africain brandit la menace d'un partenariat actif avec Israël contre un adversaire, comme ce fut le cas quand l'Éthiopie menaçait le Soudan et l'Égypte d'ériger un barrage hydraulique sur le Nil avec l'aide technique d'Israël si certaines revendications n'étaient pas satisfaites. Dans la lutte antiterroriste aussi, la coopération permet des initiatives militaires osées comme la spectaculaire opération de libération des otages d'Entebbe (Ouganda), en juillet 1976, réussie grâce à l'utilisation de l'espace aérien kenyan. De même pour les opérations aéroportées de rapatriement de Juifs éthiopiens, les Falashas, entre 1984 et 1991 : un minimum de coopération

avec un régime officiellement marxiste, celui du président Mengistu, pourtant peu soupçonné d'empathie avec le sionisme, fut nécessaire à l'atterrissage d'avions de ligne et de gros porteurs militaires.

À cet égard, le cas du Rwanda est éloquent. De nombreux Tutsis se représentent comme les Juifs de l'Afrique : minoritaires dans un environnement plutôt, voire très hostile, objets d'une perception fantasmatique d'hommes « élus », victimes abandonnées d'un génocide (en 1994), peuple doté d'une combativité lui ayant permis de chasser ses bourreaux et de prendre le pouvoir par les armes... Pour certains Tutsis enfin, leur origine correspondrait – à l'instar des Falashas d'Éthiopie – à la descendance du roi Salomon et de la reine de Saba (x^e siècle av. J.-C.). On aurait tort de mésestimer le poids géopolitique de ces représentations. À peine parvenu au pouvoir à la suite du génocide perpétré par les Hutus, le chef du Front patriotique du Rwanda (FPR) tutsi Paul Kagamé se rend en voyage officiel en Israël, en qualité de vice-président du Rwanda. Au cours de sa visite, il se recueille au mémorial de la Déportation et de l'Héroïsme (Yad Vashem) de Jérusalem et signe un accord de coopération.

C'est du reste sous l'impulsion du Rwanda ami que, le 3 avril 2004, une délégation de cinq ambassadeurs africains auprès de l'ONU (respectivement ceux du Rwanda, du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, du Ghana, de la République démocratique du Congo – RDC ou ex-Zaïre) se rendait en Israël en visite de travail, visite suivie de nombreux échanges commerciaux et diplomatiques. Récemment, le 23 février 2006, Israël a dépêché à l'appel du Kenya des secours à la suite d'une catastrophe survenue à Nairobi.

** Nous admettons comme États d'Afrique noire ceux qui sont gouvernés par des régimes « noirs » (donc pas l'Afrique du Sud de l'apartheid ou la Rhodésie, futur Zimbabwe), et non arabes (donc pas la Somalie). Cela ne signifie pas qu'Israël n'entretienne pas de rapports diplomatiques avec certains des régimes non compris dans cette sélection. (Ex : la Mauritanie, l'Afrique du Sud post-apartheid, etc.)*

AFRIQUE DU SUD

Les rapports entre l'État d'Israël et l'Afrique du Sud, de 1948 à 1994, donnent généralement lieu à une condamnation morale envers le premier, eu égard au régime d'apartheid exercé par la seconde entre ces deux dates.

Or, durant toute cette période, si des échanges ont bien lieu – notamment dans le domaine des diamants et du high-tech –, Israël ne représente jamais qu'un partenaire quantitativement secondaire, moins considérable par exemple que les États d'Europe occidentale ou qu'un contempteur systématique d'Israël tel que l'Arabie saoudite : le royaume arabe ne cessera d'entretenir une étroite relation commerciale fondée sur la vente de pétrole brut à l'Afrique du Sud, et pour un volume d'échanges bien plus considérable que celui prévalant avec Israël. De nombreux autres États, du Sud comme du Nord, commercent également tous azimuts avec Pretoria tout en condamnant officiellement l'apartheid. Quant à la nature du lien israélo-sud-africain, il ne fut jamais idéologique ; en 1961, Israël vote une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant explicitement l'apartheid et n'ouvre ses relations diplomatiques au rang d'ambassadeur qu'en 1974. Le 18 mars 1987, le gouvernement israélien va jusqu'à suspendre tous ses contrats avec l'Afrique du Sud. Quant à la coopération nucléaire, elle est officiellement abandonnée par le premier gouvernement ANC (African National Congress) en 1994 et, pour des raisons idéologiques, les gouvernements sud-africains successifs – tiers-mondistes et marqués par le marxisme – vont amenuiser les relations commerciales avec un État hébreu dont l'image est négative du fait de l'Intifada. Les relations entre les deux pays se dégradent encore lorsque, à la conférence de Durban sur le racisme d'août 2001, Israël, le sionisme et même les Juifs sont très violemment condamnés. Il convient toutefois de rappeler que le leader historique Nelson Mandela – qui n'est déjà plus au pouvoir lors de cette conférence – a toujours reconnu le sionisme comme un mouvement légitime de libération nationale du peuple juif.

Ni amie ni ennemie, éloignée du théâtre moyen-oriental, l'Afrique du Sud, au niveau géopolitique, ne revêt plus l'im-

portance relative d'autrefois pour Israël, dans la mesure où elle a renoncé, d'une part, à importer des produits militaires à haute valeur ajoutée, et, d'autre part, à assumer un rôle de puissance autre que régionale en Afrique.



AGRICULTURE

Parmi les représentations fondatrices du sionisme, on trouve systématiquement celle de l'homme juif nouveau de retour sur sa terre. Ici, la terre n'est pas seulement un concept politique lié à la notion de « patrie » mais relève d'une réalité concrète et charnelle : l'idéal sioniste des premières décennies conçoit le Juif nouveau comme un agriculteur capable de cultiver et de mettre en valeur la terre ancestrale, fût-elle ingrate (car aride ou en friche depuis des siècles) en maints endroits.

Il s'agit de valoriser le travail agricole et, d'autre part, de rompre définitivement avec l'image multiséculaire dégradante du Juif usurier et commerçant, incapable de travailler la terre (une image s'appuyant sur une réalité liée à l'interdiction faite aux Juifs, dans l'Occident chrétien et l'Orient musulman, de posséder des terres). De fait, jusqu'à l'apport de la quinine, nombre de pionniers succombent à la malaria transmise par les moustiques infestant les abords du lac de Tibériade et les basses vallées de Galilée, d'autres – de jeunes intellectuels surtout – échouent à fertiliser des terrains en raison d'un manque chronique d'expérience et d'une condition physique fragile. Sous l'impulsion notamment du groupe des Amants de Sion, 17 colonies agricoles et quelques fermes d'apprentissage voient le jour entre 1870 et 1896, avec le soutien de Moïse Montefiore et du baron Edmond de Rothschild. Dès la seconde vague d'immigrants juifs (*aliya*), entre 1904 et 1914, un noyau de sionistes se constitue, et ceux-ci créent d'autres villages agricoles – essentiellement sous la forme collectiviste du *kibboutz* – et mettent en valeur des centaines de milliers d'hectares achetés à prix fort à de gros propriétaires terriens généralement installés à Beyrouth. Jusqu'aux années 1930, la Galilée et la vallée du Sharon (plaine

côtière) font l'objet de cette exploitation agricole, le Néguev désertique n'étant que marginalement concerné.

Après l'indépendance, l'État prend en charge de gros travaux destinés à favoriser une activité générale agricole qui, du fait d'un bon rendement, offre à Israël non seulement une pleine autosuffisance alimentaire mais aussi des opportunités à l'exportation. La terre est ainsi travaillée jusqu'à l'extrême limite des frontières, d'où l'expression « Ligne verte » (couleur des champs) pour les désigner. La mise en valeur se fait notamment par le truchement de la plus ancienne des institutions sionistes du Yishouy, le Keren Kayemeth LeIsrael (KKL), Fonds national pour Israël, créé en 1901. En cent dix années d'activité, le KKL plante plus de 230 millions d'arbres (bois et forêts entravent le ruissellement), défriche environ 900 000 hectares, aménage 7 000 km de routes et de chemins, construit des dizaines de bassins de récupération et de rétention des eaux de pluie, etc.

En 2011, l'agriculture ne représente plus que 2 % du PIB global, employant 1,5 % de la population active et intéressant seulement les 1,2 % des étudiants ayant choisi la filière universitaire agricole. En outre, ce secteur absorbe quelque 77 % de la consommation hydrique d'un État hébreu en sécheresse chronique plus ou moins constante. Toutefois, tant du point de vue de la balance commerciale – avec de forts volumes à l'exportation d'agrumes, d'avocats et de fleurs (Israël est le deuxième exportateur de roses au monde derrière les Pays-Bas), et l'exportation plus lucrative de services liés aux techniques d'irrigation (Afrique noire et Asie centrale en particulier) – qu'au niveau du substrat idéologique sioniste, l'agriculture fait toujours l'objet de représentations valorisantes.

Répartition des ressources hydriques par secteurs

	ISRAËL	JORDANIE	FRANCE
Secteur domestique	18%	22%	16%
Secteur industriel	5%	3%	69%
Secteur agricole	77%	75%	15%

ALIYA (ou immigration)

En hébreu, *aliya* signifie « montée », terme valorisant pour signifier le retour en *Eretz Israël* des Juifs de *galout* (diaspora). Le sionisme est consubstantiel à l'*aliya*, l'un des objectifs fondamentaux de cet idéal s'inscrivant dans le *kibboutz galouyot*, le « regroupement [au pays] des exilés ». Le 7 juillet 1950, une Loi fondamentale ayant valeur constitutionnelle consacre ce droit au retour pour les Juifs du monde entier (est admise comme telle toute personne ayant au moins un grand-parent juif et non convertie à une autre religion). Dès le commencement des années 1880 et de manière relativement désordonnée et romantique (Amants de Sion), des vagues d'immigrants gagnent ce qui correspond alors à une province reculée et désœuvrée de l'Empire ottoman. Avec la création du sionisme politique en 1897 et des premières institutions sionistes dans le Yishouv, l'*aliya* devient plus organisée et, surtout, se compose de jeunes Juifs déterminés à bâtir un État (deuxième et troisième *aliyot*, voir tableau *infra*). Pourtant, nombre d'immigrants – surtout dans les années 1920-1940 – gagnent le Yishouv moins par idéal sioniste que pour échapper soit à des difficultés socio-économiques insurmontables (Pologne), soit aux manifestations violentes d'un antisémitisme chronique (Pologne, Allemagne nazie, etc.). Très majoritairement européenne, donc ashkénaze, jusqu'à la proclamation d'indépendance d'Israël en mai 1948, l'*aliya* concerne massivement les Juifs des pays arabes dans les années 1950-1960 : du fait d'une hostilité viscérale au sionisme, les régimes et masses arabes menacent en effet l'existence des fortes communautés juives orientales, donc sépharades pour la plupart, présentes depuis des siècles, souvent avant l'arrivée de l'islam. Aussi, de façon spontanée ou organisée depuis Israël, des centaines de milliers de Juifs originaires des pays arabes rejoignent l'État hébreu, à telle enseigne que les rares communautés juives subsistant dans le monde arabe sont, en 2004, squelettiques et en déclin (quelques milliers de Juifs au Maroc, en Tunisie, en Égypte, etc.). En revanche, les pôles d'*aliya* les plus faibles pro-

portionnellement à leur population juive totale demeurent en Europe occidentale, avec la France et la Grande-Bretagne. Une émancipation déjà très ancienne et l'absence de persécutions (sauf sous Vichy) expliquent pour partie cette réalité.

Réalités géopolitiques

Un niveau d'*aliya* soutenu et continu (moyenne annuelle des années 2000-2010 = 32 000) représente un plus démographique compensant pour partie l'écart entre taux de fécondité juif et arabe en Israël. Au cours des années 1990 de forte immigration juive d'ex-URSS, Israël a même progressé dans sa « course » démographique en accueillant plusieurs centaines de milliers de nouveaux citoyens. En termes géopolitiques, l'atout démographique joue à la fois dans le domaine économique, où il permet en principe d'accentuer croissance et consommation, et dans celui de la défense, la formation de conscrits et de réservistes supplémentaires ne pouvant que renforcer – à condition de disposer des moyens d'équipement et d'entraînement nécessaires – les effectifs de Tsahal, dans l'active comme dans le corps vital des réservistes.

Mais l'*aliya* ne représente pas seulement un intérêt démographique important. Politiquement et psychologiquement, un tel phénomène permet aux responsables israéliens non seulement de démontrer que l'engouement sioniste des Juifs dans le monde ne se tarit pas en dépit d'une situation économique et sécuritaire critique (2001-2006), mais encore d'approcher le seuil hautement symbolique au-delà duquel une majorité absolue de Juifs vivra au sein de l'État d'Israël. Cette échéance devrait logiquement intervenir dans les années 2020.

Yerida

Inverse et parallèle de la « montée », la « descente » vers la *galout* – longtemps méprisée par l'opinion sioniste puis israélienne comme une manière de lâcheté voire de trahison – a toujours existé. De nombreux immigrants des première et

**Proportion de Juifs en Palestine
mandataire britannique (Yishouv)**

	JUIFS	TOTAL	% JUIFS
1922	83 790	752 048	11,1
1923	89 660	768 989	11,7
1924	94 945	804 962	11,8
1925	121 725	847 238	14,4
1926	149 500	898 362	16,6
1927	149 789	917 315	16,3
1928	151 656	935 951	16,2
1929	156 481	960 043	16,3
1930	164 796	992 559	16,6
1931	174 606	1 033 714	16,9
1932	192 137	1 073 827	17,9
1933	234 967	1 140 941	20,6
1934	282 975	1 210 554	23,4
1935	335 157	1 308 112	27,3
1936	384 078	1 366 692	28,1
1937	395 836	1 401 794	28,2
1938	411 222	1 435 285	28,7
1939	445 457	1 501 698	29,7
1940	463 535	1 544 530	30,0
1941	474 102	1 585 500	29,9
1942	484 408	1 620 005	29,9
1943	502 912	1 676 571	30,0
1944	528 702	1 739 624	30,4
1945	554 329	1 810 037	30,6

troisième *aliyot* notamment quittèrent le Yishouv en proie à de graves difficultés.

Depuis 1948, la moyenne annuelle des émigrants est de 15 000, essentiellement vers les États-Unis où vivent plus de 250 000 Juifs ayant déjà séjourné au moins trois mois en Israël.